

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 11 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MÉTROPOLE AMP ISDND ARBOIS

TERRITOIRE PAYS D'AIX
CS 40686
13626 Aix-En-Provence

(référence à rappeler dans toute correspondance)

Code AIOT : 0006401122

Référence : D- 2025-0688

SPR/2025-885

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2025 dans l'établissement METROPOLE AMP ISDND ARBOIS implanté TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 Aix-en-Provence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 27/10/2023, l'arrêté ministériel du 07/08/2023 est venu modifier l'arrêté du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

L'article 64 de l'arrêté du 15/02/2016 prévoit que la procédure de réexamen prévue à l'article R.515-70 du Code de l'environnement doit être mise en œuvre trois ans après la publication au Journal officiel de l'Union européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives au traitement des déchets. Ces conclusions (WT - Waste Treatment) ont été publiées le 17 août 2018.

En l'absence de référentiel spécifique pour les ISDND dans la décision d'exécution 2018/1147 de la Commission européenne, la conformité à l'arrêté du 15/02/2016, modifié par l'arrêté du 07/08/2023 (publié au JO le 27/10/2023), constitue le référentiel du réexamen.

Dans ce cadre, des contrôles seront effectués afin de vérifier la conformité du site avec cette réglementation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METROPOLE AMP ISDND ARBOIS
- TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 Aix-en-Provence
- Code AIOT : 0006401122
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de stockage de déchets non dangereux limitée à 110 000 tonnes/an pour l'année 2025 répartis sur le casier B3 et le casier B4.

Thème de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 4.2 .3.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Indisponibilité	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet
2	Conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
3	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II	Sans objet
4	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V	Sans objet
5	Débit des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 24	Sans objet
6	Programme de surveillance eau	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis	Sans objet
7	Bilan énergétique	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter	Sans objet
8	Envols	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 3.1.4	Sans objet
10	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 4.2.3.3	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les points de contrôle ciblés en lien avec la procédure de réexamen IED, l'exploitation des installations se réalise dans le respect des meilleurs techniques disponibles (MTD) et prescriptions de l'AMPG ISDND applicable.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 3 mois un plan détaillé des réseaux d'alimentation, de collecte et un plan des égouts avec tous les éléments fonctionnels liés aux réseaux (vannes, compteurs ...).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Indisponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p> <p>Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate : une société spécialisée pour la valorisation du biogaz, une autre pour le traitement des lixiviats et une pour l'exploitation de la décharge.</p> <p>Les installations de traitement du biogaz comprennent un moteur de valorisation assurant le traitement en fonctionnement normal. En cas de défaillance ou de maintenance, deux torchères sont également présentes afin de garantir la continuité du traitement des effluents gazeux (en cas d'incident sur les moteurs, réorientation du biogaz sur les torchères pour destruction).</p> <p>Concernant le traitement des lixiviats, les bassins de stockage des lixiviats permettent de tamponner les effluents liquides en cas d'indisponibilité temporaire de l'unité d'osmose inverse.</p>

Une unité mobile de traitement peut également être mobilisée en renfort pour prévenir tout risque de débordement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Conception

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Constats :

L'installation de stockage de déchets non dangereux de l'Arbois est équipée de réseaux de captage et de collecte des effluents (biogaz et lixiviats), permettant de canaliser les flux susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement.

Ces effluents sont ensuite soit stockés, soit traités directement par les installations présentes sur le site, telles que le moteur de valorisation, la torchère ou l'unité d'osmose inverse. Les installations et les rejets issus de ces procédés sont contrôlés conformément aux prescriptions des arrêtés en vigueur.

Ces dispositifs permettent à la fois de valoriser une partie des effluents sous forme d'énergie et de limiter les émissions polluantes vers l'extérieur.

Le volet eau est évoqué au PC6.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II
Thème(s) : Risques chroniques, Programme contrôle biogaz
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est précisé dans l'arrêté préfectoral.
Constats : L'exploitation et la gestion des installations de valorisation et de destruction du biogaz, ainsi que des équipements associés, sont assurées par un délégataire désigné par l'exploitant. Ce concessionnaire met en œuvre un programme de contrôle et de maintenance adapté, avec des fréquences mensuelles, trimestrielles ou semestrielles selon les dispositifs concernés et leur criticité. Les instruments de mesure, tel que débitmètres ou capteurs de pression, sont étalonnés une fois par an, tandis que l'analyseur de biogaz est calibré chaque trimestre. Les rapports de contrôle et de maintenance sont transmis par le concessionnaire à l'exploitant, et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V
Thème(s) : Risques chroniques, Programme contrôle biogaz
Prescription contrôlée : V. - L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Constats :

Une société spécialisée (ECOGEOS dans le cadre du marché 2023-2027) passe chaque année pour évaluer en premier lieu les émissions surfaciques diffuses de méthane. Les zones devant faire l'objet d'un diagnostic sont les suivantes :

- L'Ancienne Décharge Nord (ADN) ;
- L'Ancienne Décharge Sud (ADS) ;
- Le Casier n°1 ;
- Le Casier n°2 qui deviendra le casier n°4 en 2025 après les premiers travaux de rehausse ;
- Le Casier n°3 en cours d'exploitation.

Cela représente une superficie d'environ 44 hectares.

Concernant le protocole de mesure, une station de suivi météo est installée afin d'apprécier correctement la dilution des émissions de méthane dans l'air en fonction de la température, la pression atmosphérique, le vent et les précipitations. L'opérateur met ensuite en oeuvre l'une des trois méthodes de détection des émissions de la norme AFNOR X 43-B, soit par mesure laser au sol selon un maillage de 10 à 20 m (dans le cas d'ECOGEOS), avec géolocalisation des points de mesure. Ils sont ensuite implantés sur un plan du site, en séparant les émissions comprises en 0 et 20 ppm de concentration en méthane, entre 20 et 200, entre 200 et 2 000 et supérieures à 2 000 ppm.

Dans un second temps, l'évaluation des points singuliers d'émission de méthane du réseau de captage du biogaz est réalisée. La surveillance météorologique est toujours nécessaire. Il s'agit ici de retrouver l'origine des émissions diffuses en remontant au vent et en mesure continue, le long des structures ou dans la direction des concentrations les plus élevées.

L'entreprise se focalise donc sur les points de faiblesse potentiels du réseau de collecte du biogaz. Les actions correctives à entreprendre dépendent de la source des émanations :

- Émissions surfaciques diffuses - réseau biogaz absent :

Concernant les surfaces où il n'y a pas de réseau biogaz (ADS, digues, fossés etc.), il est possible de recouvrir les zones avec des matériaux argileux afin de bloquer les émanations de biogaz, puis de vérifier l'efficacité de l'intervention lors de la campagne de détection des émissions fugitives suivantes.

La couverture du casier B3 par des matériaux à l'avancement de son exploitation, ainsi que les forages de nouveaux puits de biogaz, permettent aussi de capter le maximum de méthane.

- Émissions liées au réseau de captage du biogaz :

Comme indiqué plus haut, l'entreprise responsable de la détection des émissions diffuses réalise également une évaluation des points singuliers d'émission de méthane du réseau de captage du biogaz.

Ils découlent souvent de défauts d'étanchéité : au niveau de la jonction puits/couverture, du raccordement avec les flexibles, de la tête de puits. Le matériel peut aussi être détérioré et des flashes peuvent être identifiés.

Une fois la liste de ces points singuliers établie, la Métropole Aix-Marseille-Provence fait intervenir son prestataire responsable des travaux sur les réseaux pour effectuer les réparations et changement de matériel nécessaires.

Enfin, l'efficacité de cette opération est vérifiée lors de la campagne de détection des émissions fugitives de l'année suivante.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Débit des effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Débit des effluents gazeux
Prescription contrôlée : Sauf disposition particulière précisée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées. Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides. L'arrêté d'autorisation précise la teneur en oxygène des gaz résiduels à laquelle sont rapportées les valeurs limites sauf dans les cas où l'oxygène est proscrit ou présente un taux négligeable.
Constats : L'exploitant dispose du rapport - Version : 135013146-001-2 de l'APAVE en date du 27/06/2025 concernant les rejets atmosphériques des moteurs. Les valeurs limites d'émission (VLE) des concentrations et flux sont indiquées (intervention du 28/05/2025). L'exploitant dispose du rapport SOCOTEC du 21/02/2025 (intervention du 18/12/2024) pour les rejets des torchères. Les VLE concentration et flux sont indiquées. Les rapports précisent la teneur en oxygène des gaz résiduels à laquelle sont rapportées les valeurs limites. Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Programme de surveillance eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation eau
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un programme de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau de l'installation. Les résultats de ce programme de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés de commentaires sur les évolutions constatées informations sur les changements importants de la consommation d'eau.
Constats : L'exploitant réalise un suivi de sa consommation en eaux brutes via des compteurs, quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j et mensuellement si ce débit y est inférieur. En 2023, la Métropole Aix-Marseille-Provence a mis en place un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) pour l'ISDND de l'Arbois, afin de comptabiliser toutes les consommations et prélèvements d'eau

du site et mettre en place des actions de réduction.

L'ISDND est approvisionnée en eau via deux sources : le réseau d'adduction d'eau potable pour les réfectoires et sanitaires des employés et l'eau du canal de Provence (contrats avec la Société du Canal de Provence) pour le réseau d'eaux brutes incluant l'alimentation des postes de protection incendie.

Conformément à l'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2021-94-A du 5 décembre 2022, les prélèvements d'eau dans le milieu (eau du canal de Provence) qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont autorisés pour un volume maximum de 2 000 m³ par an avec un débit journalier maximal de 40 m³ hors périodes de travaux. Durant celles-ci, la consommation doit être inférieure à 4 000 m³ par an et 100 m³ par jour.

Sont détaillées ci-dessous les consommations d'eau pour l'année 2024, avec à titre de comparaison celles relevées en 2023 :

Bilan des consommations et prélèvements d'eau en 2024 par rapport à 2023

- Réseau d'adduction d'eau potable :

2023 : 456 m³

2024 : 118 m³

Évolution 2023-2024 : -74,1 %

- Canal de Provence (toutes utilisations confondues) :

2023 : 680 m³

2024 : 2 570 m³

Évolution 2023-2024 : 277,9 %

La consommation d'eau potable a fortement baissé entre 2023 et 2024. Cela peut s'expliquer par le fait que le système de gardiennage a été modifié en cours d'année 2024. Il y avait jusqu'alors un gardien et sa famille logés sur site dans un bungalow, avec accès au réseau d'adduction d'eau potable pour leur vie quotidienne (cuisine, douches etc.). Or la société de gardiennage qui a repris le contrat n'utilise plus ce logement, son personnel n'est présent qu'en dehors des heures d'ouverture de l'ISDND et plusieurs personnes se relaient pendant les week-ends.

L'utilisation des perméats est rendue possible pour l'arrosage des pistes lorsque les analyses sont conformes aux VLE en vigueur, ce qui permet de limiter la consommation des eaux issues du Canal. Il est aussi demandé aux entreprises intervenantes sur site, notamment pour les phases de couverture finale du casier B3, de privilégier la consommation de perméats.

En 2024, la construction des alvéoles 1 et 2 du casier B4 a nécessité l'utilisation à la fois d'un volume d'eau issu des perméats mais aussi du Canal de Provence conformément aux seuils autorisés par l'arrêté d'exploitation du site en période de travaux. Une grande partie a été utilisée pour l'humidification des argiles de la barrière de sécurité passive (BSP) qui nappe le fond, et une partie pour les flancs des alvéoles. Cette opération a eu lieu en été et la cadence élevée des travaux ne permettait pas à l'entreprise responsable de se fournir uniquement en perméats (la pression est beaucoup plus faible en sortie de la bâche de perméats que celle du poteau incendie, et donc le temps de remplissage d'une arroseuse plus long.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bilan énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation et production énergie
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend : i) des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ; ii) des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ; iii) des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation. Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz.
Constats : L'exploitant a transmis un bilan annuel de la consommation et de la production d'énergie pour les années 2023 et 2024, incluant des tableaux avec des données chiffrées sur les différents postes de consommation et sur les productions annuelles. Les variations d'une année sur l'autre sont expliquées par l'utilisation qui est faite sur les différentes installations du site. Dans le cadre du renouvellement de la concession relative au fonctionnement de la plateforme de valorisation du biogaz, une étude technico-économique et environnementale a été réalisée par les bureaux d'études NALDEO et ACTIPUBLIC sur l'opportunité de valoriser différemment le biogaz capté dans les casiers de l'installation. Les trois Meilleures Techniques Disponibles (MTD) de valorisation du biogaz d'ISDND ont été étudiées et comparées : valorisation électrique/cogénération, valorisation du biométhane par injection sur le réseau de gaz naturel ou un mix des deux types de valorisation. Le rapport présente les avantages et inconvénients pour chaque technique. L'exploitant opte pour la valorisation du biométhane par injection sur le réseau de gaz naturel. Un porter-à-connaissance a été déposé à cet effet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Envol

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 3.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Envol
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- Les voies de circulation, les aires de stationnement et de retournement des véhicules sont construites en enrobé et convenablement nettoyées.- La voie d'accès au casier en exploitation (B4) est revêtue d'enrobés.- Dès que nécessaire, les pistes de circulation des engins d'exploitation, de chantier et de transport sont arrosées pour limiter l'émission de poussières liées à la circulation.- Les déchets entrants sont conditionnés dans des bennes fermées ou comportant des bâches ou filets de maille fine (50 mm) pour éviter la dispersion des déchets légers lors de leurs transports.- Les équipements de concassage et de criblage des déchets inertes sont dotés d'un dispositif de brumisation (ou arrosage) afin de limiter l'envol des poussières.- Un ramassage des éléments légers est effectué tant que de besoin et après chaque épisode venteux, dans l'enceinte de l'installation et ses abords.
Constats : <p>L'exploitant met en œuvre toutes les dispositions énumérées pour lutter contre les envols.</p> <ul style="list-style-type: none">- Les voies de circulation, les aires de stationnement et de retournement des véhicules sont construites en enrobé et convenablement nettoyées.- La voie d'accès au casier en exploitation (B4) est revêtue d'enrobés.- Dès que nécessaire, les pistes de circulation des engins d'exploitation, de chantier et de transport sont arrosées pour limiter l'émission de poussières liées à la circulation.- Les déchets entrants sont conditionnés dans des bennes fermées ou comportant des bâches ou filets de maille fine (50 mm) pour éviter la dispersion des déchets légers lors de leurs transports.- Les équipements de concassage et de criblage des déchets inertes sont dotés d'un dispositif de brumisation (ou arrosage) afin de limiter l'envol des poussières.- Un ramassage des éléments légers est effectué tant que de besoin et après chaque épisode venteux, dans l'enceinte de l'installation et ses abords.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 4.2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),- les secteurs collectés et les réseaux associés,- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu),- le réseau d'élimination ou de rejets des perméats,- le réseau des eaux pluviales.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un plan unique sur lequel l'ensemble des réseaux des effluents aqueux sont représentés. Il dispose de quelques plans parcellaires pour le réseau d'eau pluviale. L'exploitant s'est engagé à mettre à jour prochainement le plan des eaux de vannes, perméats et lixiviats ainsi que celui des eaux incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre sous 3 mois, pour les différents effluents aqueux, un plan des réseaux d'alimentation, de collecte et un plan des égouts avec tous les éléments fonctionnels liés aux réseaux (vannes, compteurs ...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 4.2.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.
Constats : L'ensemble des ouvrages de stockage et de traitement des effluents liquides est étanche et fait l'objet de contrôles à l'issue de leur mise en œuvre. Des interventions régulières sont programmées, pour curer les bassins et effectuer des contrôles d'étanchéité des géomembranes. Suites à ces contrôles, des réparations sont entreprises pour garantir la pérennité des ouvrages.
Type de suites proposées : Sans suite